

FORTUNES DES IMMIGREES A OUAGADOUGOU ET SURVIE DES MENAGES

BACYE Yisso Fidèle

Enseignant-chercheur,

Université Thomas SANKARA/ Centre Universitaire de Tenkodogo

Laboratoire Genre et Développement de l'Université Joseph Ki-Zerbo

fideleyisso@gmail.com

Résumé

Cet article se fonde sur la théorie des rôles sociaux assignés aux hommes et aux femmes pour interroger la reconfiguration des tâches au sein des ménages sous influence migratoire. La reconfiguration, est perçue comme induisant la déconstruction des logiques sociales en matière de migration. Il s'est donc agi de savoir pourquoi les filles à l'image des garçons, immigrèrent-elles à Ouagadougou pour travailler ? A quelles fonctions affectent-elles leurs fortunes ? Cette recherche de type socio-anthropologique adoptant une méthode mixte est réalisée à Ouagadougou auprès de jeunes filles et de jeunes garçons immigrants afin de cerner les objectifs qui ont prévalu à leur immigration dans un pays sahélien. Les résultats indiquent que le sexe des immigrants ne détermine pas l'usage des ressources. Les immigrants utilisent leurs ressources comme capitaux d'investissement dans leurs pays d'origine. Une grande proportion de ces derniers a migré du fait de la vulnérabilité économique de leurs ménages. A cet effet, les ressources sont utilisées pour l'entretien des familles.

Mots clés : *migrantes, ressources, activités économiques, autonomisation, Ouagadougou*

Introduction

En Afrique, l'industrialisation, la scolarisation (V. Delaunay & C. Enel, 2009), ...et surtout la colonisation, ont entraîné des mouvements migratoires féminins mais qui demeurent toujours invisibles quant à leurs formes et portées (H. Mimche, D. Nganawara, & H. Ouédraogo, 2011). Ils sont certes variables en fonction du sexe et de l'âge mais dans tous les cas, le flux migratoire féminin contemporain concurrence celui masculin

(A. S. Fall & R. Cissé, 2007). Ainsi, les jeunes filles rurales en Afrique de l'Ouest, sont autant candidates à la migration que les garçons (V. Hertrich, 2014).

Les causes de la migration sont multiples et complexes (Z. Sorgho, 2016 ; R. Montagne, 2016 ; S. Dapsens, 2005). Elles comprennent aussi bien les facteurs sociaux qu'économiques. Les facteurs sociaux récurrents de la migration féminine, sont les mouvements pour regroupement matrimonial, familial ou dans le cadre des études (F. E. Konaté (2010 ; S. Nèya, 2016). La migration passive (G. Cortes, 2016) ou migration pour regroupement familial est analysé comme un fait social tributaire des sociétés patrilocales qui se caractérisent par la virilocalité où la nouvelle mariée se déplace pour rejoindre son époux (V. Hertrich, 2014).

Les facteurs économiques tiennent au fait que la migration est un facteur de multiplication des ressources des ménages face au changement climatique et aux nouveaux modes de vie impulsés par la modernité (V. Delaunay, *et al.*, 2016). L'inversion ou la réconfiguration des rôles sociaux de sexe dans les ménages eu égard aux changements sociaux n'est pas non plus négligeable dans l'explication des mouvements féminins. Le domaine de mobilisation des ressources n'est plus sous emprise masculine et les femmes ne sont plus recluses dans le domaine du privé. Elles s'engagent ainsi à l'émigration ou la promeuvent (S.E. Findley, 1989) pour contribuer à la survie de leurs familles (I. Niamba, 2021). Dans le contexte malien, F. E. Konaté (2010) argue sur une émigration féminine autonome ou sous tutelle maritale. Il indique que dans la zone de Kayes au Mali en 2010, la proportion des émigrantes pour raison économique pouvait être estimée à 8.3% bien que la majeure partie des émigrantes pataugeaient dans une situation sociale vulnérable avant leur départ. Pour V. Hertrich (2014), la jeune fille migre pour exercer des travaux ménagers afin de collecter le matériel nécessaire à sa future vie de femme au foyer. Cette activité de fille de ménage ou de bonne est diversement perçue selon les professionnels de

la protection des filles et les filles elles-mêmes, principales actrices. Ces dernières perçoivent cette activité comme moteur d'acquisition d'identités plurielles (S. Talbioui, 2022). L'activité migratoire se manifeste de ce fait comme une stratégie familiale de mobilité économique intra et inter générationnelle, parfois même promue par les époux inactifs qui incitent leurs épouses à émigrer (I. Niamba, 2021). En effet, les parents partagent et encouragent la mobilité géographique de leurs enfants dans le but que ceux-ci puissent "investir chez eux dans l'immobilier, le commerce et prendre en charge significativement les dépenses de la famille d'origine" (A. S. Fall & R. Cissé, 2007, p. 4). Cette incitation familiale n'est pas exclusivement orientée sur les jeunes masculins. Selon F. E. Konaté (2010) à Kayes, 17.5% des cas d'émigration féminine sont initiés par les familles. Partant des facteurs démographiques, il est important de questionner la jeunesse de la population avec un taux de chômage élevé. Il en est de même de la faible gouvernance marquée par les conflits armés (Z. Sorgho, 2016). Et pour agir sur les causes des migrations, S. Dapsens (2005) suggère de restructurer les budgets des pays afin de prendre en compte les besoins prioritaires des populations comme les services sociaux de base en occurrence. Par immigration, il s'agit des mouvements internationaux de populations dans un pays d'où elles ne sont pas natives ou ne possèdent pas la citoyenneté pour s'y installer et exercer des activités. Le rôle traditionnel de l'homme en tant que pourvoyeur l'emporte sur la contribution des femmes aussi bien dans les situations de couples que dans les situations de migration. La migration est considérée comme un phénomène à visage masculin eu égard à l'assignation sociale de la mobilisation des ressources pour la survie du foyer à l'homme. Cependant à Ouagadougou, les milieux d'offre de service et du commerce ambulancier, foisonnent de jeunes filles migrantes. Si l'universalité du rôle social de la femme l'exclut tant du point de vue social que religieux de la mobilisation des ressources, ou si la femme a toujours le statut de cadette sociale sous tutelle

patriarcale, pourquoi les filles à l'image des garçons, immigrer-elles à Ouagadougou pour travailler ? quels sont les usages de leurs fortunes ? L'assise épistémologique de cette recherche est la rationalité limitée dans la mesure où la position sociale de l'individu configure son prisme d'analyse. En effet, née des principales critiques de la théorie du choix rationnel, la rationalité située postule que l'action humaine est insuffisante pour rendre compte des comportements des agents économiques de manière satisfaisante (M. Ferrière, 2011). En fonction de leur position ou leurs dispositions, les acteurs sociaux de la migration peuvent percevoir la réalité sous tel angle plutôt que sous tel autre. De ce fait, les raisons de l'immigration et l'utilisation des fortunes des filles sont relatives à leur position sociale.

Méthodologie

La migration se pose comme un phénomène obéissant à des logiques individuelles. Dans le même temps, la quantité des immigrés dans un pays donné se fait important tant du point de vue démographique qu'économique. La recherche sur les usages socioéconomiques des immigrées à Ouagadougou se consacre à l'appréhension des motivations de la décision de migration particulièrement chez les jeunes filles et hommes exerçant dans le secteur économique dit informel. Cet objectif nécessite la mobilisation d'une méthode de recherche qualitative. Dans le même temps, la quantification des variables afin de cerner leur occurrence sociale permet la mesure de la portée du phénomène. Ainsi, la perspective générale a requis le déploiement d'une méthode de recherche mixte : qualitative-quantitative. Le volet quantitatif a été amorcé à partir des données qualitatives. Les données qualitatives ont été collectées par entretien semi structuré opérationnalisé avec un guide d'entretien. Pour l'enquête quantitative un questionnaire a été utilisé. L'enquête a concerné les jeunes immigrés à Ouagadougou et qui vivent dans les quartiers populaires où ils y exercent leurs activités. L'accès

aux enquêtés a été réussi à travers la méthode d'accès direct qui a consisté à aborder directement les filles et les garçons dans leurs lieux de service (restaurant ou lieux de vente de boissons alcoolisées) et à leur proposer l'entrevue à l'aide d'un guide d'entretien. Il s'est agi donc par échantillonnage accidentel, de constituer un corpus de données saturées. Au total 20 jeunes filles et 7 hommes ont été interrogés dans le cadre du qualitatif. L'inclusion des jeunes hommes a été fait avec le désir de constituer un groupe social témoin à l'enquête. Elle obéit aussi au désir de triangulation afin de cerner les différences de genre dans l'utilisation des fortunes. L'échantillon quantitatif a été conçu de façon aléatoire selon l'itinéraire de l'agent de collecte des données. Ce sont au total 118 personnes (61 femmes et 57 hommes) qui ont été interrogées. Le corpus a été analysé de façon thématique.

Résultats et discussion

Les résultats sont regroupés en quatre thèmes : les caractéristiques sociodémographiques, la vulnérabilité socioéconomique comme déterminant du choix de s'en aller, les revenus des immigrés à Ouagadougou sont employés pour usages sociaux, les revenus sont utilisés comme des capitaux d'investissement.

Caractéristiques sociodémographiques

Les immigrés interrogés hommes et femmes sont composés de célibataires 29.7%, divorcés 22.9%, veufs(ves) 2.5% et de personnes en couple au Burkina Faso 28%, en couple mais pas au Burkina Faso 16.9%. La population a un âge moyen de 32.81 ans avec un minimum de 18 ans et un maximum de 50 ans. La majorité des personnes enquêtées ont le niveau secondaire (56.8%) seulement 1.7% a le niveau supérieur. Ils sont de diverses origines mais principalement de l'Afrique de l'Ouest.

Tableau 1 sexe par pays d'origine

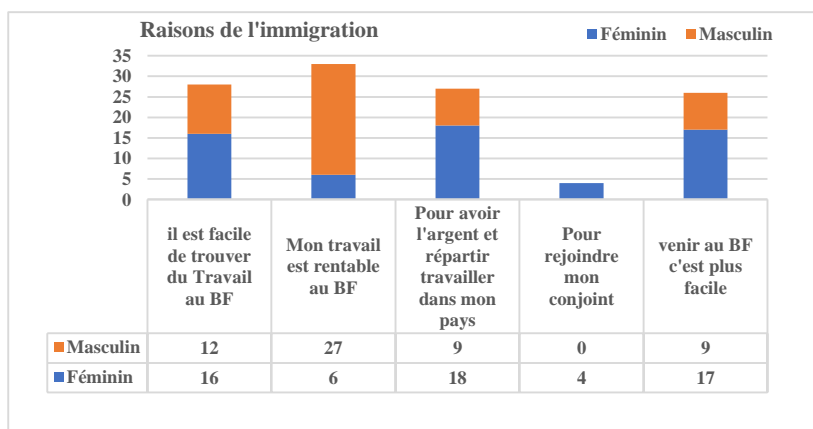
Sexe	Benin	CI	Ghana	Mali	Niger	Nigeria	Sénégal	Togo	Total
Féminin	10	9	5	1	2	2	1	31	61
Masculin	10	8	12	1	7	4	1	14	57
Ensemble	20	17	17	2	9	6	2	45	118
		7							

Source : données de terrain

Les personnes enquêtées sont majoritairement originaires du Togo et du Bénin. Ils sont nombreux dans le commerce. Il y a autant d'hommes que de femmes dans ce secteur contrairement à celui du service et du ménage où l'on note presque exclusivement des femmes. Seulement 0.8% des personnes interrogées est propriétaire d'une entreprise, paie en moyenne 60.000 mille francs CFA par an pour les impôts et embauche une personne. En moyenne, les immigrés interrogés ont un revenu moyen de 47 702.59Francs CFA avec un revenu maximal de 150 000francs CFA. On dénombre 28.8% d'immigrés qui déclarent avoir une famille en charge au Burkina Faso contre 71.2%. La quasi-totalité des immigrés ont de la famille dans le pays d'origine 99.2% et 3.86 personnes sont à la charge du migrant, avec un minimum d'une et un maximum de 10 personnes. Cet état montre que la cible objet de cette recherche a un statut économique vulnérable eu égard aux obligations familiales auxquelles elles sont astreintes et du niveau de vie au Burkina Faso étant entendu que le salaire moyen dans ce pays est estimé à 282 061.51francs CFA (<https://www.combien-coute.net/cout-de-la-vie/burkina-faso/>).

La vulnérabilité socioéconomique motive la décision du choix de s'en aller

Les données quantitatives indiquent plusieurs déterminants du choix d'immigrer au Burkina Faso. Les variables émergent des entrevues sont : il est facile de trouver du travail au Burkina Faso, mon travail y est rentable, pour avoir de l'argent et répartir, pour rejoindre mon conjoint et la facilité d'y aller.



Source 1: données de l'enquête

Ceux qui immigreront en raison de la rentabilité de leur travail sont 28% de la population interrogée. La rentabilité des activités de service serait la motivation à immigrer à Ouagadougou. Dans ses recherches, S. Néya (2016) montraient que Ouagadougou semblait un terrain fertile en ce qui concerne le commerce des denrées alimentaires, la restauration et à laquelle il convient d'ajouter les services dans les grands lieux de rassemblement. En majorité, ce sont des hommes qui estiment que leur travail est rentable (27 hommes /6 femmes). cela s'explique par le fait que les hommes bien qu'exerçant dans le secteur informel exercent des activités d'ouvriers nettement émergent et mieux rémunéré que les femmes qui reproduisent leurs rôles sociaux dans la mesure où elles exercent des métiers en lien avec les

« soins » ou « *care* » et qui sont reconnus pour leur impact économique invisible. En revanche, les données montrent que ce sont essentiellement les femmes (3.4%) qui immigreront pour rejoindre leurs conjoints (G. Cortes, 2016).

L'analyse des entretiens approfondis permet d'aller au-delà de la quantification des variables. En effet les résultats qualitatifs montrent que la quasi-totalité des personnes interrogées sont d'origine sociale modeste. En examinant les métiers exercés par les parents des immigrés, l'on dénombre 66.9% d'agriculteurs/éleveurs, 16.1% de commerçants et 16.1% qui exercent d'autres métiers. La vulnérabilité est donc le principal facteur que les immigrés évoquent pour justifier l'émigration car les facteurs aggravant cette vulnérabilité est l'inactivité économique des parents, l'âge, la précarité de leurs petites activités informelles, ou le décès du principal pourvoyeur. Ce résultat coïncide avec les conclusions de S. Talbioui (2022) lorsqu'elle affirmait que du fait de la précarité, les familles se mobilisaient pour l'émigration de leurs filles afin que celles-ci puissent pourvoir aux besoins des leurs. Cette stratégie est montre une évolution des rôles de genre face à l'urgence humanitaire dans laquelle les familles peuvent se retrouver. La vulnérabilité suscite de ce fait, le déploiement de toutes les forces du ménage. Les filles se font donc responsables de leurs parents " Je suis ici pour ne pas voir mes parents souffrir. Je veux chercher de l'argent pour les aider et aussi m'assurer un lendemain meilleur" affirme (IE13, 28, niveau secondaire). Il existe des cas de décrochage scolaire où les filles eu égard à la vulnérabilité de leurs familles ont décidé de quitter l'école pour se lancer dans la production de ressources de subsistance :

Les parents aussi, un moment, le travail n'allait plus, il y a eu un truc là, c'est devenu catastrophique jusqu'à ce que j'ai quitté l'école. J'ai tout fait, maman aussi est revendeuse. Elle se débrouille un peu un peu mais rien. Donc je me suis dit ah, on ne peut pas rester dans ça là pour évoluer et moi en tant que grande fille de la

famille, je dois me lancer dans quelque chose au lieu de dire l'école, l'école, c'est quand j'ai eu mon BAC que j'ai laissé l'école. J'ai eu le BAC au lycée Thofat de jeune fille de Porto-Novo

La désintégration familiale du fait des chocs sociaux tel le décès des parents encourage les jeunes filles et garçons à l'émigration. Selon un enquêté, la décision de quitter son pays d'origine a été prise suite à la perte de leurs parents. Ils ont diffusé leurs expériences de migration pour se motiver.

après le décès du vieux, tout le monde a commencé à se chercher et la grande sœur qui est au Burkina ici , elle était venue pour la coiffure dans le salon d'une dame. Bon, étant ici elle m'a appelé petit frère tu peux venir on va essayer de voir ce que tu peux faire au Burkina, c'est comme ça je suis venu au Burkina grâce à elle voilà. IE18 (homme, 33 ans, niveau secondaire, célibataire).

Outre le décès, la désintégration familiale prend en compte les ruptures d'union. Parmi les personnes interrogées figurent celles qui ont immigré à Ouagadougou suite à la rupture de leur union conjugale. Comme l'explique IE3 (jeune fille de 25 ans, niveau secondaire) « En tout cas moi j'étais avec mon mari ça n'allait pas et j'ai décidé de venir à Ouagadougou » IE3, fille 25 ans, niveau secondaire. Au nombre des filles interrogées à Ouagadougou, nombreuses mènent des activités de "serveuses" dans les maquis mais elles affirment que leurs parents ne sont pas informés des véritables activités qu'elles y mènent. "Parmi nous ici il y en a que leurs familles ne savent pas qu'elles travaillent dans maquis à Ouaga. Quand tu rentres là, tu ne peux aller dire en famille que tu travailles dans maquis, tu vas dire que tu es dans bureau quelque chose comme ça" (IE4 jeune fille, 28 ans, niveau secondaire).

Aller à l'aventure certes mais rester près de chez soi est l'option idéale pour les immigrées. Les personnes interrogées choisissent de se rendre à l'étranger mais de préférence dans des endroits à proximité de chez soi. Cette raison explique le choix de

Ouagadougou. “Comme c'est à côté de chez nous, on est arrivé on peut t'appeler tout de suite que ça ne va pas, tu peux quitter tout à l'heure arriver la nuit “. Ce choix aussi dérive de leur faible capacitation dans la mesure où les offres d'emploi à Ouagadougou seraient similaires à ceux d'ailleurs.

Les revenus des immigrés à Ouagadougou sont employés pour usages sociaux

Les usages sociaux sont les motifs d'emploi des revenus générés par les immigrés qui sont similaires à la consommation et à la sauvegarde d'une dignité sociale. En effet, eu égard aux motifs du départ, les immigrés se consacrent comme les bras nourriciers de leurs familles. Ils effectuent en fonction de leur niveau de revenus des transferts d'argent en faveur des parents restés au village (I. Niamba, 2021). “C'est moi je gère une grande famille comme ça par exemple mon papa et ma maman, les petits frères, les petites sœurs, c'est moi je gère tout ça là. Actuellement, j'ai 04 petits comme frères, 02 petites sœurs, 02 petits frères, eux tous sont encore mineurs, ils partent encore à l'école ils sont encore très jeunes” (IE1, fille, 28 ans, niveau secondaire).

Les propos des hommes interrogés convergent dans ce sens pour montrer la place qu'occupent les ressources qu'ils envoient dans la subsistance de leurs familles. Ainsi, IE18 note : “ l'argent qu'on envoie comme le père n'est plus, donc la maman qui est déjà vieille, elle ne peut plus rien faire donc c'est juste pour la soutenir”. Les transferts s'élèvent à la somme moyenne de 15 047.01 francs CFA et une médiane de 12500 francs CFA. La somme minimale transférée par les personnes enquêtées s'élève à 2000 francs CFA et la maximale est de 50 000 francs CFA. Il apparaît dans ce cadre qu'au-delà de l'importance de la somme transférée, c'est l'obligation morale de subvenir aux besoins des parents qui importe. Elle est davantage guidée par la parentalité relevant de l'ordre moral qu'économique selon D. Delaunay &

F. Boyer (2017). Les usages des fortunes de ce point de vue s'inscrivent dans une rationalité sociologique des immigrées. Les résultats quantitatifs montrent que 95.1% et 96.5% respectivement des femmes et d'hommes transfèrent l'argent pour les divers besoins de leurs parents. L'on ne peut affirmer que le sexe détermine le transfert.

Les transferts sont généralement effectués après déduction des dépenses d'entretien de soi. Dans le pays d'accueil, les immigrées sous le poids de charges quotidiennes à savoir la nourriture, la santé, le loyer, l'entretien de soi et la mobilité urbaine. Ces charges incompressibles doivent être assurées comme une nécessité d'insertion sociale.

Outre les transferts réguliers, les immigrées sont des piliers de la résolution des problèmes ponctuels de leurs familles. Elles veillent également à la survie de leur intégration sociale dans leur pays d'origine. En ce sens IE2 (fille, 32 ans, niveau primaire) indique : "s'il y a un problème on m'appelle. Je peux enlever dedans pour aller rendre visite à la famille aussi". De telle sorte que certaines immigrées ignorent les montants de leurs revenus mensuels et des transferts : "Comme on a des familles, on peut avoir 100.000f on t'appelle tout à l'heure que quelqu'un est malade, finalement toi-même tu ne peux plus savoir ce que tu as gagné même" (IE11, 27 ans, niveau secondaire). Les résultats antérieurs confirment que les transferts monétaires ont des effets appréciables pour la survie des ménages (OCDE/ISSP, 2017).

Les usages ne divergent pas selon le sexe. Comme les filles, les hommes veillent à la construction et au maintien de liens familiaux : " ce que j'envoie, mes enfants sont un peu contentes parce qu'elles savent que je suis là sinon ça ne sert à rien. Peut-être la grande mère va dire tenez, votre papa a envoyé l'argent. Elles vont prendre pour leur transport, des trucs" IE17 (homme, 39 ans). Cet objet de transfert est dans certains foyers d'immigrées la raison de la migration (I. Niamba, 2021). En

termes de transfert il existe donc une indifférenciation sexuelle de l'apport que constituent les migrants pour leurs proches (D. Delaunay & F. Boyer, 2017).

Le désir de réalisation détermine l'affectation des revenus des immigrées. En effet, les transferts ont pour objectifs d'assurer une mobilité sociale qui se traduit en termes d'acquisition de biens.

Mes parents ils dormaient dans maison en banco et puis maintenant je veux qu'ils dorment dans une bonne maison avant d'aller chez Dieu. Donc j'ai commencé un peu un peu, à faire une bonne maison et un jour ils vont rentrer bien dormir en pensant que ah, c'est mon enfant qui a fait ça pour moi. Si tu fais ça, on sait que tu es allé à l'aventure.

De ce point de vue, pouvoir changer le type d'habitat des parents est un défi social de réalisation de soi, un défi pour l'immigrée. La réalisation d'un habitat autre qu'en banco est un déterminant de distinction sociale.

Les revenus sont utilisés comme des capitaux d'investissement

Parmi les motifs de migration l'on distingue la quête de capitaux d'investissement. Les jeunes, que ce soit les filles ou les garçons interrogés, migrent afin de se constituer des sources pérennes de revenus à travers des investissements. Pour ce faire, ils créent des activités génératrices de revenus avec les fortunes qu'ils réalisent dans les pays d'accueil. Pour IE5, ces revenus lui ont permis de créer une activité génératrice de revenus : “ mes parents cultivent, achètent des céréales et les revendent avec l'argent que je leur envoie”. IE28 (niveau secondaire, mère célibataire avec deux enfants). Des migrantes gèrent leurs propres affaires avec l'aide de tierces personnes. Les propos montrent que quelques-unes sont capables d'embaucher de la main d'œuvre : “j'ai mis une petite boutique où j'ai mis quelqu'un que je paie par mois. Celui que je paie prend

30.000francs CFA par mois s'il y a le marché et s'il n'y a pas le marché, il prend 25.000francs CFA par mois". Ces activités sont gérées par les parents qui veillent sur les investissements de leur enfant. Le rôle de l'émigrante est la supervision avec de brefs retours au pays d'origine. "Mes parents, mon papa le suit de près, il n'est pas loin de chez nous. Mon papa reste là, il sait comment ça se passe. Il suffit que moi je rentre et on me fait le point des opérations de ma boutique". Les résultats quantitatifs ne montrent pas une occurrence importante des transferts pour projet car seulement 4.2% contre 95.8% des personnes interrogées mentionnent le projet d'investissement. On note cependant une proportion de 1.8% des hommes qui investissent dans le commerce et 3.3% des femmes qui investissent dans un projet de construction d'une maison.

Les capitaux acquis permettent de créer de la suppléance à leur émigration, surtout dans les cas où les parents sont devenus économiquement inactifs : "ma mère est vieille, elle ne peut rien faire donc j'ai ouvert un petit coin pour elle, pour se débrouiller dedans" IE3. Cette option d'activités permet donc l'autonomisation économique des parents.

Les immigrées sont actives dans les imports en addition aux revenus qu'elles génèrent de par leurs emplois. Les activités d'import consistent à se faire livrer à Ouagadougou divers produits (parures de femmes, des produits phytosanitaires, des épices..) Qu'elles revendent sur place. Elles consistent également à une itinérance pour se constituer en grossiste. C'est l'exemple de IE6 (niveau secondaire, fille, 27 ans) " je pars au Bénin, je rentre au Nigeria pour payer les mèches en gros et je reviens ici au Burkina pour revendre ça".

A côté des transferts du social, la recherche a révélé que les immigrées disposent de compte d'épargne dans leurs pays d'origine. Elles effectuent à ce titre des transferts d'épargne.

Non, si tu envoies l'argent ce n'est pas pour bouffer
c'est pour qu'un jour si tu reviens, ils vont te remettre,

si tu vas commencer à faire ton commerce aussi, ce n'est plus la peine que tu vas souffrir. L'argent, est déjà posé, tu prends, tu commences un peu un peu, si Dieu va mettre sa main, un jour, toi aussi tu es dans bureau, on vient on dit madame ça va ? (IE7, 39 ans, niveau primaire).

Les immigrées s'investissent à la collecte de ressources suffisantes dans le but d'entreprendre dans leurs pays d'origine. Pour nombre des personnes enquêtées, la migration est leur seule option pour se forger une entreprise porteuse de mobilité sociale quoique la littérature indique l'absence d'éléments tangibles de mesure de celle-ci (D. Delaunay & F. Boyer, 2017).

Bien que les données qualitatives et quantitatives ne concordent pas en ce qui concernent les projets d'investissement, il demeure qu'une grande proportion des personnes enquêtées souhaite retourner dans leurs pays d'origine (66.9%) contre 33.1% qui sont encore indécis. Ce retour est conditionné.

Tableau 2: quand répartir ? N=79

Objectifs du projet de repartir	Effectif	%
Lorsque je vais pouvoir créer mon business au pays	40	33.9
Quand j'aurai envie de me marier	3	2.5
Quand j'aurai suffisamment d'argent	36	30.5

Source : données d'enquête

Parmi cette tranche, on dénombre 36.1% des femmes qui souhaitent repartir lorsqu'elles auront les moyens et 31.6% d'hommes. Ceci montre que si les immigrants ne parviennent pas à effectuer des transferts à but de projet, leurs perspectives est d'en créer avant le retour au pays. Les immigrés séjournent pendant un moment mais pas toute leur vie dans le pays d'accueil. La plupart arrivent à l'âge adulte et certains retournent finalement dans leurs pays d'origine ou émigrent (OCDE, 2013).

Les fortunes des immigrés ne servent pas que les parents restés dans les pays d'origine. Leurs fortunes sont réinvesties dans l'économie du pays d'accueil. En effet, ces personnes louent des maisons, se nourrissent, fréquentent les services économiques du pays et renforcent ses compétences en matière de main d'œuvre (OCDE/ISSP, 2017). Le réinvestissement semble une règle d'or chez les migrants quoique ceux-ci le font dans le secteur de l'économie traditionnelle à savoir le commerce et l'agriculture (OCDE/ISSP, 2017).

Conclusion

L'objectif de cette recherche était de cerner les usages socio-économiques des fortunes des immigrés à Ouagadougou. Les résultats indiquent que les immigrés exerçant dans le secteur dit informel sont issus d'origine sociale vulnérable. La situation sociale des parents et le sentiment de responsabilité vis-à-vis de ceux contribue à l'émancipation migratoire des filles interrogées. De ce fait, les filles en particulier au regard de la situation de précarité migrent à Ouagadougou afin de se constituer en main d'œuvre rentable pour leurs parents. Les résultats indiquent en outre une migration autonome résultant d'une rupture de relation conjugale, ou la responsabilisation parentale comme facteurs de migration des filles à Ouagadougou. Le choix de Ouagadougou comme destination est lié à sa proximité pour certains enquêtés et à la rentabilité de leurs activités. Les fortunes que se construisent les filles sont transférées comme des capitaux économiques pour assurer les besoins sociaux et d'entretien de leurs parents. Les enquêtés font également des transferts pour la sauvegarde de leur intégration sociale dans le pays d'origine. Ils développent également des initiatives lucratives pour l'autonomisation économique parentale. Il n'existe pas de différence en lien avec les rôles sociaux dans l'usage de leurs fortunes. Cependant, il ressort que les mouvements migratoires de ceux-ci en général ne sont pas

aisées au niveau des frontières caractérisées par les rackets quand bien-même l'on se retrouve dans l'espace des communautés économiques des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Bibliographie

Dapsens, S. (2005). *Les causes de migration : pistes d'analyse et d'action*. Bruxelles: Centre Avec.

Delaunay, V., & Enel, C. (2009). Les migrations saisonnières féminines: le cas des jeunes bonnes à Dakar. Dans V. J. (Eds, *Du Genre Et De l'Afrique. Ouvrage En Hommage à Thérèse Locoh* (pp. 389-401). Paris: Delaunay, Valerie. "Delaunay V Et Enel C. 2009. 'Les Migrations Saisonnières Féminines :Le Cas Des Jeunes Bonnes à DaINED.

Delaunay, V., Engeli, E., Franzetti, R., Golay, G., Moullet, A., & Sauvain-Dugerdil, C. (2016). La migration temporaire des jeunes au Sénégal Un facteur de résilience des sociétés rurales sahéliennes ? *Afrique contemporaine, vol.3 N° 259*, pp. 75-94.

Fall, A., & Cissé, R. (2007). *Migrations internationales et pauvreté en Afrique de l'Ouest*. Dakar: Chronic Poverty research center, Document de travail.

Findley, S. E. (1989). Les migrations féminines dans les villes africaines: une revue de leurs motivations et expériences. *L'insertion urbaine des migrants en Afrique, Paris, Orstom.*, pp. 55-70.

Hertrich, V. (2014). Migration adolescente et autonomie féminine en matière de divorce en Afrique : réflexions à partir d'un suivi de population au Mali. *Cahiers québécois de démographie, 43(2)*, pp. 279-313, <https://doi.org/10.7202/1027980ar>.

Konaté, F. O. (2010). La migration féminine dans la ville de Kayes au Mali. *Musée de l'histoire de l'immigration, hommes et migrations, vol. 4, n°1286-1287*, pp. 62-73.

Mimche, H., Nganawara, D., & Ouédraogo, H. (2011). Migrations féminines et histoire africaine: pratiques d'hier, réalités d'aujourd'hui. *Afrika Zamani*, N° 18 & 19, pp. 161-179.

Montagne, R. (2016). Naissance du prolétariat marocain :Enquête collective exécutée de 1948 à 1950. Nouvelle édition. *Rabat : Centre Jacques-Berque*, pp. 113-136, <http://books.openedition.org/cjb/556>, consulté en ligne le 27/11/2022.

Niamba, I. (2021). *Déterminants, enjeux et défis de la migration internationale féminine au Burkina Faso : cas des serveuses dans les débits de boissons à Ouagadougou*. Ouagadougou: thèse de doctorat, Université Joseph Ki-Zerbo.

Sorgho, Z. (2016). *Causes économiques de la migration en Afrique de l'Ouest*. Vienne, Autriche: CACID.

Talbioui, S. (2022). *Entre rester et partir: une analyse de la migration féminine interne autonome à Casablanca au prisme de l'argent et de la liberté*. Casablanca: Thèse de doctorat, université Hassan 2

Webographie

Combien.coûte? (2023). *coût de la vie au Burkina Faso en 2023: tous les prix*. Récupéré sur [combien. coûte?:](https://www.combien-coute.net/cout-de-la-vie/burkina-faso/) <https://www.combien-coute.net/cout-de-la-vie/burkina-faso/>, consulté le 09/06/2023

Cortes, G. (2016). Femmes et migrations : celles qui restent. *EchoGéo*, pp. URL: <http://journals.openedition.org/echogeo/14742>, consulté le 09/06/2023.

Delaunay, D., & Boyer, F. (2017.). *Capital social, migration et développement Ouagadougou (Burkina Faso)*. Paris: IEDES - Université Paris 1 Panthéon- Sorbonne, 84 p. (coll. Monographies Sud-Nord, n°1). Disponible sur : < <http://iedespubli.hypotheses.org/monographies-sud-nord> >.

Néya, S. (2016). Les mobilités spatiales féminines entre logiques individuelle et familiale: L'exemple des migrantes burkinabè entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire. *EchoGéo*, pp. journals.openedition.org/echogeo/14675, consulté le 13/06/2023.

OCDE. (2013). *L'impact fiscal de l'immigration dans les pays de l'OCDE*. Paris: Perspectives des migrations internationales.

OCDE/ISSP. (2017). Paysage de la migration au Burkina Faso. *Interactions entre politiques publiques, migrations et développement au Burkina Faso*, pp. OCDE, Paris, DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264275003-6-fr>.